

Un Logement pour tous: un meilleur Avenir Urbain

Avoir un logement adéquat a toujours été une question de vie ou de mort. Le COVID-19 l'a bien montré, car l'une des principales mesures nécessaires pour enrayer la propagation de COVID-19 a été le confinement.

En même temps, le COVID-19 nous a rappelé qu'une maison est bien plus qu'un simple toit. Pour que nous nous sentions en sécurité et que nous puissions continuer à vivre, à travailler, à apprendre, un foyer doit être sûr, nous permettre d'accéder aux services et infrastructures de base pour les mesures d'hygiène et avoir suffisamment d'espace pour l'éloignement physique. Elle doit également être située dans un endroit qui permet aux résidents d'accéder à des espaces verts et publics ouverts, à des possibilités d'emploi, à des services de santé, à des écoles, à des centres de garde d'enfants et à d'autres installations sociales.

On estime à 1.8 milliards, le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles et des quartiers informels, dans des logements inadéquats ou sans abri dans nos villes avant le début de la pandémie. Les personnes sont susceptibles de souffrir d'une mauvaise santé en raison de l'absence de services de base, d'un espace d'auto-isollement et d'une exposition à de multiples risques socio-économiques et environnementaux, notamment la violence, les inondations, les incendies, la pollution, et sont donc plus vulnérables au COVID-19.

La pandémie du COVID-19 a mis en évidence des inégalités structurelles, montrant comment les personnes issues de minorités, les peuples indigènes et les migrants sont affectés de manière disproportionnée par la précarité du logement, la surpopulation et le « vivre sans-abris ».

Le COVID-19 a également montré des vulnérabilités croissantes et s'est répandu dans des zones où les individus manquent de logements adéquats, connaissent des inégalités et la pauvreté. Les résidents de ces zones ne sont souvent pas reconnus, protégés et risquent souvent d'être expulsés et relogés, en particulier en temps de crise.

Le logement est un droit de l'homme et un catalyseur pour tous les autres droits fondamentaux. C'est le seul moyen de garantir le "droit à la ville pour tous".

Un logement inclusif, abordable et adéquat est la clé d'une transformation durable de nos villes et communautés. L'objectif 11 du développement durable vise à créer des villes résilientes, inclusives, sûres et diversifiées d'ici 2030. L'une des cibles est l'accès à un logement adéquat, sûr et abordable et à des services de base pour tous d'ici 2030, ainsi que l'amélioration des bidonvilles.

La crise du COVID-19 montre comment le succès vient de la collaboration et donne un nouvel élan à l'idée que la garantie du droit au logement pour tous est une responsabilité partagée. La pandémie offre de nouvelles possibilités de participation à toutes les parties prenantes.

La crise du COVID-19 a démontré le pouvoir des communautés et la capacité des personnes à s'adapter et à trouver des solutions locales et innovantes. Elle a également montré qu'il est possible de répondre rapidement aux urgences en matière de logement, les gouvernements locaux et nationaux apportant des solutions temporaires, notamment :

- Hébergement de courte durée et d'urgence pour les personnes sans logement sûr par le biais d'espaces sous-utilisés et de réaménagement des bâtiments.
- Moratoires sur les expulsions dues à des arriérés de loyer et d'hypothèque ou sur les expulsions forcées des quartiers informels et des bidonvilles, et suspension des coûts des services publics et des surcharges pendant la durée de la pandémie.
- L'accès aux bâtiments, aux terrains et aux espaces ouverts pour les petites entreprises essentielles, la sécurité alimentaire, les soins de santé d'urgence et d'autres fonctions vitales nécessaires pendant que les personnes restent chez elles.

Si ces mesures sont opportunes et pertinentes, elles doivent se traduire par des changements durables à long terme inscrits dans la politique et la législation. La pandémie a démontré l'importance d'une approche centrée sur les personnes, car le logement est aussi essentiel au caractère, à la forme et au dynamisme socio-économique des villes qu'il ne l'est aux résultats en matière de santé publique.

Le logement est un élément clé pour la santé, la dignité, la sécurité, le bien-être et l'inclusion des personnes.

La santé : Un logement convenable est une première ligne de défense contre un certain nombre de risques sanitaires. Il contribue à réduire la propagation des maladies et permet aux personnes de suivre des protocoles sanitaires.

Dignité : Avoir un logement adéquat est une condition essentielle pour vivre dans la dignité. L'accessibilité du logement est essentielle, en particulier pour les personnes handicapées, les personnes âgées ou les personnes ayant d'autres besoins culturels, sociaux ou liés à la santé.

Le bien-être : Un logement convenable constitue la base de l'appartenance et du bien-être des personnes, leur permettant de grandir, de s'engager, de vivre, de travailler et d'apprendre ensemble. Les espaces communautaires et les installations communes pour divers groupes de population, besoins et activités culturelles doivent être pris en compte lors de la conception des logements, des établissements et d'un meilleur avenir urbain.

La sécurité : Un abri physique adéquat protège les personnes contre de multiples risques de sécurité. Avec l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes, le logement pour tous contribue à renforcer la résilience des communautés et des villes face au changement climatique.

Inclusion : La stabilité d'un logement sûr est essentielle pour assurer l'inclusion sociale et économique dans les quartiers et les communautés, pour accéder à des emplois et à des moyens de subsistance. Construire de meilleurs logements avec les individus permet de s'assurer que les quartiers sont dynamiques et intégrés avec des solutions de logement diverses, qu'ils sont utilisés et qu'ils répondent aux besoins de tous.

Le logement est une responsabilité partagée.

Un logement adéquat pour tous dépendra d'efforts renforcés et coordonnés, y compris de la part des gouvernements nationaux et locaux. Les autorités locales sont des acteurs clés pour garantir que tous les citoyens restent en sécurité et protégés. Les gouvernements nationaux sont essentiels pour soutenir les décideurs locaux en leur donnant les moyens de prendre des mesures préventives et de prendre des décisions efficaces.

Parmi les autres partenaires figurent les organisations de la société civile qui établissent des partenariats avec les résidents, le secteur privé qui mobilise des ressources pour des options telles que la location, la préservation et la réhabilitation des logements, et la communauté internationale qui mobilise le soutien au logement.

Il faut donner aux individus, les moyens et les outils nécessaires pour contribuer à la construction de logements pour tous dans nos villes futures. Le logement est le lieu où les individus vivent. Nous devons faciliter la mise en place d'un cadre et d'incitations appropriés pour débloquer l'engagement politique à long terme, la créativité, l'investissement et la propriété locale pour le logement de tous dans nos villes futures.